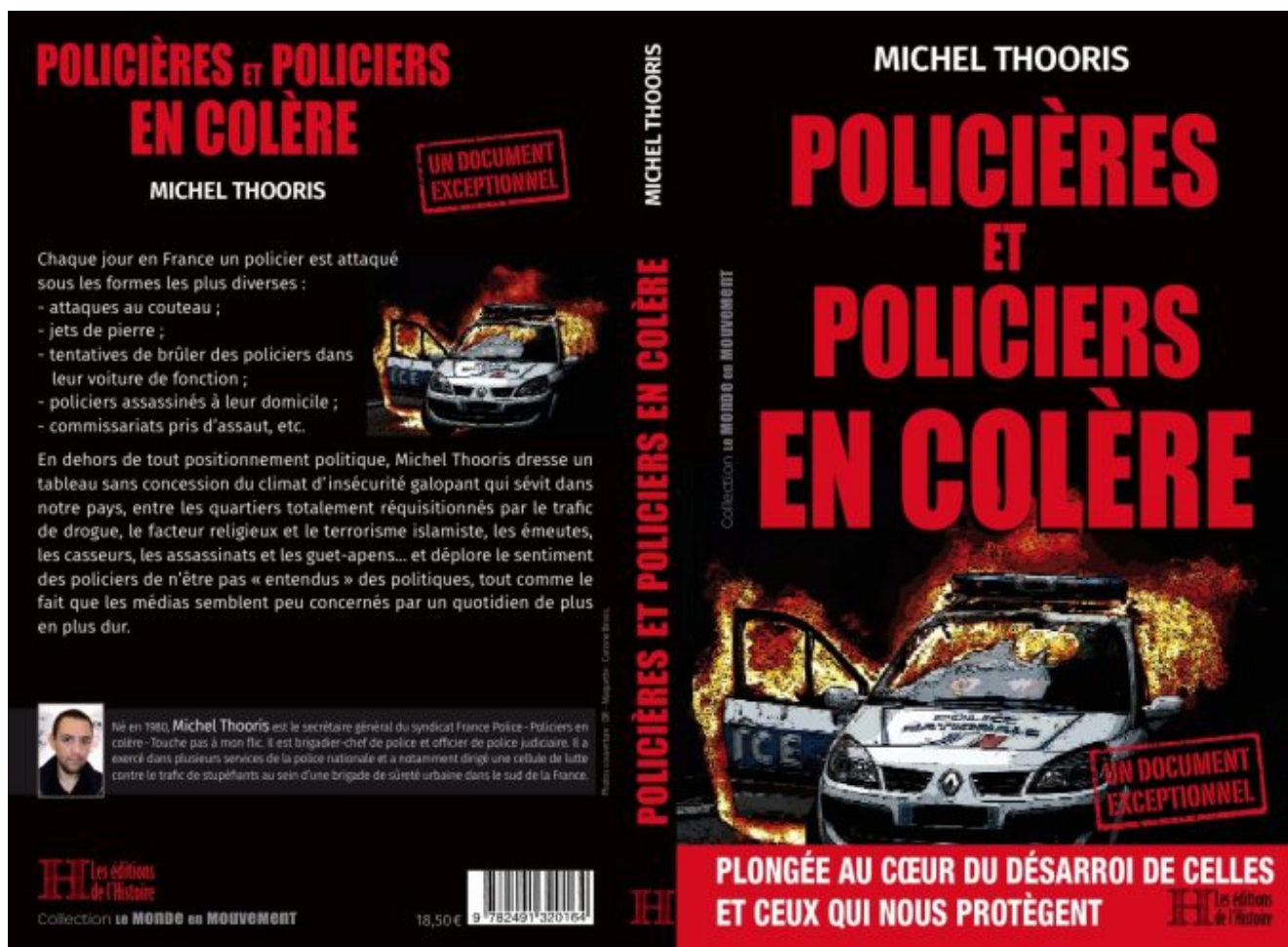


# Sécurité : avec Mélenchon, la France ressemblerait au Venezuela ou à Haïti



*C'est toujours un plaisir de rencontrer le syndicaliste policier Michel Thooris, surtout dans une période où les agressions contre les policiers sont toujours plus nombreuses, ce qu'il dénonce dans le nouveau livre qu'il nous propose...*

**Riposte Laïque : Pourriez-vous, pour commencer, parler du syndicat que vous animez, France Police, et de sa particularité dans le si particulier monde syndical policier ?**

**Michel Thooris :** Notre syndicat est le seul au sein du ministère de l'Intérieur à être totalement indépendant vis-à-vis du gouvernement, des partis politiques et des grandes

confédérations syndicales. Nous sommes un syndicat autonome et patriote. Notre syndicat est le seul à défendre une réforme de la légitime défense pour les policiers, les gendarmes et les douaniers. Nous avons fait de la lutte contre le police bashing une priorité. Dans l'affaire Zecler, personne à part nous, n'a défendu les collègues mis en cause. Nous avons démontré que le site Loopsider a présenté cette affaire à l'opinion publique de manière totalement trompeuse pour jeter le discrédit sur notre profession.

**Riposte Laïque :** Le dernier entretien que vous nous accordez remonte à juin 2020. Vous venez de publier un livre intitulé "Policières et policiers en colère". Vos collègues auraient-ils des raisons nouvelles d'être plus en colère à présent qu'auparavant ?

**Michel Thooris :** A l'évidence oui. Aujourd'hui encore plus qu'hier, la vie d'un flic ne vaut absolument plus rien aux yeux des voyous. L'assassinat de Stéphanie Monfermé par un terroriste islamiste à Rambouillet et le meurtre d'Eric Masson par un dealer à Avignon ne constituent que l'arbre qui cache la forêt. Tous les jours, des collègues voient leur intégrité physique menacée sur des refus d'obtempérer. Et lorsqu'ils se font foncer dessus et qu'ils ouvrent le feu comme au Pont-Neuf à Paris, le rouleau compresseur judiciaire se met immédiatement en marche.

**Riposte Laïque :** Je présume que la réélection d'Emmanuel Macron ne vous a pas comblé de joie. Avez-vous vu une différence entre son quinquennat et celui de François Hollande, et entre un ministre de l'Intérieur qui se dit de droite, Gérard Darmanin, et ceux qui, comme Valls ou Cazeneuve, se disaient de gauche ?

**Michel Thooris :** le quinquennat d'Emmanuel Macron qui vient de s'écouler, sur le volet de la sécurité, s'inscrit dans la continuité des quinquennats Hollande et Sarkozy. Les narco-terroristes avancent et la police recule. La notion de droite

ou de gauche n'a plus de sens. Comme l'a dit très justement Michel Onfray, tous les politiciens français sont des Maastrichtiens. Donc peu importe la couleur de la formation politique aux affaires, les politiques conduites en matière de sécurité sont rigoureusement identiques d'un gouvernement à un autre et dictées depuis Bruxelles par la Cour européenne des droits de l'homme.

**Riposte Laïque : Jean-Luc Mélenchon se rêve à Matignon et a annoncé, s'il y parvenait, sa volonté de dissoudre la Bac, et de la remplacer par une police de proximité. Qu'entraînerait, selon vous, une telle décision ?**

**Michel Thooris :** C'est une proposition politique irréalisable. La police de proximité est très gourmande en effectifs. Il faudrait recruter immédiatement 50.000 policiers supplémentaires pour rétablir la police de proximité. Et si on réimplantait des postes de police au coeur des 600 cités interdites de la République, il faudrait déployer l'armée pour protéger ces locaux de police et les personnels s'y trouvant. Et une police de proximité pourquoi faire ? Jean-Luc Mélenchon est opposé à une politique carcérale. Dès lors, à quoi peut servir la police de proximité si la justice en aval ne sanctionne pas les voyous ? En outre, la dissolution des Bac entraînerait une baisse des interpellations qui se traduirait immédiatement par une hausse du crime. La politique de Jean-Luc Mélenchon plongerait sans nul doute la France dans la situation sécuritaire du Venezuela ou d'Haïti.

**Riposte Laïque : Un de vos syndiqués, Bruno Attal, a annoncé vouloir combattre Taha Bouhafs, dans le Rhône, au nom de Reconquête. Que pensez-vous de cette décision, et comment se situe politiquement votre syndicat ?**

**Michel Thooris :** Bruno mène un combat protéiforme pour défendre la police, les policiers et la nation. Tant qu'il n'y a pas de mélange des genres entre militantisme syndical, associatif et politique, il est naturellement libre de se

présenter aux élections législatives sur la liste de son choix. Notre syndicat France Police – Policiers en colère est apolitique. Nous n'avons jamais donné de consigne de vote à une élection politique et nous n'en donnerons jamais. Notre rôle est de défendre les intérêts des personnels qui assurent la sécurité des Français et non de servir la soupe à tel ou tel parti politique. Statutairement, les membres de notre syndicat bénéficient d'une totale liberté d'opinion politique. A ce titre, ils sont libres de s'engager, ou pas, en politique. Mais la règle est claire: on ne mélange pas les genres.

**Riposte Laïque :** Dans votre dernier article, vous expliquiez que tous les casseurs d'extrême gauche, antifas et autres Black blocs, étaient connus de la police. Vous accusez donc les différents gouvernements de les protéger. Quel serait le but, et comment réagissent vos collègues, devant cette impunité ?

**Michel Thooris :** C'est Linda Kebbab qui a accusé le gouvernement de protéger les casseurs, pas moi. Ces derniers mois, des membres de France Police – Policiers en colère, dont Bruno Attal, ont été convoqués à l'IGPN au motif qu'ils ne respecteraient pas leur obligation de réserve. Pour éviter une possible convocation à l'IGPN, vous me permettrez de ne pas répondre à cette question sensible.

**Riposte Laïque :** Il nous faut bien parler des juges, qui se distinguent en mettant en examen un de vos collègues, accusés d'avoir tiré sur deux trafiquants de drogue qui leur fonçaient dessus en voiture, et qui, trop souvent, relâchent des multi-récidivistes. Qu'auriez-vous attendu d'un nouveau président, face à cette justice ?

**Michel Thooris :** Si le collègue a été mis en examen dans l'affaire du Pont-Neuf, c'est parce que la loi actuelle qui encadre la légitime défense pour les policiers n'est pas adaptée. Notre syndicat souhaite que le parlement vote un

nouveau texte dans lequel les notions de proportionnalité et d'absolue nécessité soient retirées. Ces notions laissent le champ libre à toutes les interprétations jurisprudentielles en fonction des orientations idéologiques ou politiques des magistrats instructeurs. Les criminels d'aujourd'hui ne sont pas ceux d'hier. Le code d'honneur des bandits n'existe plus. Les narco-terroristes n'hésitent plus à blesser ou à tuer mes collègues. La législation doit naturellement évoluer en tenant compte de l'évolution de la société. Les pouvoirs publics doivent faire confiance à la police nationale et la doter des moyens juridiques, matériels et humains nécessaires à l'accomplissement de ses missions régaliennes face aux nouvelles menaces contemporaines.

**Riposte Laïque : Revenons sur votre dernier livre. Comment se le procurer ?**

**Michel Thooris :** Il est disponible sur toutes les plateformes de vente en ligne comme Cultura, Amazon, la Fnac et dans certains rayons lorsqu'il en reste.

**Riposte Laïque : Souhaitez-vous ajouter quelque chose, Michel ?**

**Michel Thooris :** oui, vous remercier de m'avoir accordé cette interview dans un premier temps. Ensuite, vous dire que les élections professionnelles au sein du ministère de l'Intérieur et de la police nationale se tiendront en décembre prochain. Notre syndicat est en passe de remporter au moins un siège au comité social et de s'asseoir à la table des négociation dans le cadre du dialogue social. Cette perspective suscite une vague d'espoirs sans précédent à l'heure où le fléau des suicides continue à frapper de plein fouet notre Institution.

**Propos recueillis par Pierre Cassen**